

LES FAITS MARQUANTS DE LA RIG-2 SUR LE PAM: MARDI 17 OCTOBRE 2006

Mardi matin, les délégués à la RIG-2 sur le PAM se sont réunis en session plénière pour entendre les rapports des trois sessions de groupes de travail de lundi sur la perspective d'avenir des Programmes d'action nationaux. Durant tout le reste de la journée, 19 ateliers sur les partenariats ont été tenus. Le groupe de travail sur la Déclaration de Pékin s'est réuni à l'heure du déjeuner et dans la soirée.

NDLR: Le service d'information de l'IIDD n'a pas été en mesure d'assister à quatre ateliers consacrés aux thèmes suivants: Chercher des solutions pour l'intégration des parties prenantes à la gestion durable des eaux douces et des zones côtières aux échelons local et national dans la région des Grandes Caraïbes; Difficultés rencontrées dans l'établissement d'un lien entre la gestion des eaux douces et la gestion des zones côtières; Partenariats Chine-Afrique et Chine-pays arabes en matière de coopération environnementale; et, Démonstration d'une approche intégrée des eaux douces et des zones côtières pour la région de Xiame -Zhangzhou-Long Yan dans la province de Fujian Province.

PLENIERE

RAPPORTS SUR LES TRAVAUX DE LA JOURNEE DE LUNDI: Cette session plénière était présidée par la vice-présidente Lucia Ana Varga (Roumanie). Dagmara Berbalk (Allemagne) a présenté un résumé des conclusions du groupe sur l'intégration du PAM dans les discussions nationales sur la planification du développement. Elle a indiqué que le groupe a souligné l'importance: de la volonté politique; l'évaluation des avantages économiques offerts par la mise en application du PAM; des liens avec les questions de pauvreté et de sécurité alimentaire; des approches participatives; du suivi et de l'évaluation; et de l'utilisation des liens régionaux.

Magnús Jóhannesson (Islande) a présenté une synthèse des conclusions du groupe sur le financement de la mise en œuvre du PAM. Il a déclaré que le groupe a souligné la nécessité: d'un environnement favorable; de la participation de la société civile; de l'évaluation des coûts de l'inaction; de partenariats stratégiques avec l'industrie et les donateurs; de la création de capacités; de financements en faveur de l'environnement par les banques régionales; et d'un fonds de roulement ou d'un fonds communautaire.

Elizabeth Thompson (Barbade) a passé en revue les conclusions du groupe sur le renforcement des cadres législatif et institutionnel nationaux qui facilitent la mise en œuvre du PAM. Elle a indiqué que le groupe a souligné la nécessité: d'intégrer le concept de la gestion intégrée des eaux douces et des eaux côtières; de s'assurer du plus haut degré d'engagement et d'implication; et de renforcer le respect des dispositions et la mise en application.

Au cours du débat qui a suivi, les délégués ont mis l'accent sur les effets des conflits armés sur le milieu marin, et la création d'une taxe sur la pollution domestique des ménages.

INTRODUCTION A LA JOURNEE DES PARTENARIATS: Veerle Vandeweerd, coordinateur, Bureau de Coordination du PNUE pour le PAM, a introduit la journée des partenariats et en a décrit les objectifs.

ATELIERS SUR LES PARTENARIATS

ACCROÎTRE LA PRISE DE CONSCIENCE DU PUBLIC DE L'EXISTENCE DU PROGRAMME MONDIAL POUR LES OCEANS: Cet atelier était coprésidé par Manuel Cira, Réseau Mondial pour les Océans, et Ram Boojh, Center for Envi-

ronment Education, Inde. Les participants ont visionné un film sur les déversements pétroliers et le milieu marin et ont entendu un exposé sur les efforts de conscientisation du public, fournis par l' Aquarium de Pékin. Le débat s'est concentré sur: l'établissement d'un lien entre les activités du World Ocean Network et du PAM; le renseignement des contacts locaux du Réseau; le financement des efforts devant être fournis dans le domaine de la conscientisation; et, l'établissement d'un fonds pour les initiatives de la société civile.

BIBLIOTHEQUE OCEANOGRAPHIQUE: Le président de l'atelier, Jan Haspelslagh, Flanders Marine Institute, a souligné l'objectif consistant à créer un partenariat entre la Bibliothèque océanographique et le PAM. Les délégués ont entendu des exposés portant sur: les réseaux de bibliothèques disponibles; l'établissement d'alliances entre les bibliothèques régionales et internationales; les accomplissements de la Commission océanographique intergouvernementale et le Réseau d'information et de données marines pour l'Afrique; la base de données sur les sciences aquatiques et les pêches; les publications et les dépôts à accès ouvert; et, le système d'information intégré sur le milieu marin. Les discussions se sont concentrées sur la poursuite du dialogue sur le partenariat potentiel entre la Bibliothèque océanographique et le PAM.

INSTRUMENTS DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT DU TOURISME DURABLE DANS LES PETITS ETATS INSULAIRES EN DEVELOPPEMENT (PEID): Cet atelier était présidé par Charles Arden-Clarke, PNUE. Les exposés étaient axés sur: la réalisation d'un tourisme profitable et durable dans les cadres de la gestion intégrée des littoraux (GIL) et de la gestion des systèmes insulaires; et, la détermination des empreintes sociales, économiques et écologiques connexes. Les participants ont débattu: de l'établissement de partenariats entre les PEID et entre les PEID, les ONG et le PNUE; de la quantification et de la limitation de l'empreinte écologique du tourisme; de l'adaptation de modèles aux situations particulières des PEID; et de la promotion du tourisme durable chez les consommateurs.

PORTAL D'INFORMATION SUR LA GESTION DES DECHETS A L'INTENTION DES PEID: Cet atelier était présidé par Patricia Aquino, Caribbean Environmental Health Institute. Les participants ont entendu des exposés sur: les expériences vécues dans le domaine de la gestion des déchets à la Barbade et à Maurice; la perspective régionale des PEID des Caraïbes; les POP dans les PEID de la région sud-Pacifique; et, les activités du PNUE touchant à la gestion des déchets dans les PEID. Le débat s'est concentré sur: la divulgation des bonnes pratiques dans les PEID; l'amélioration de la prise de conscience du public de manière adaptée à la réalité locale; l'adoption d'une approche fondée sur le cycle de vie; et, l'établissement d'un lien entre la gestion des déchets solides et liquides et la gestion des rejets à la mer.

PARTENARIATS STRATEGIQUES SUR LES EAUX INTERNATIONALES AU SEIN DU FEM: INTEGRATION DU PAM AUX QUESTIONS RELATIVES AUX BASSINS TRANSFRONTALIERS ET AUX GRANDS ECOSYSTEMES MARINS (GEM): Cet atelier était présidé par Dann Sklaraw, International Waters: Learning Exchange and Resource Network. Les participants ont entendu des exposés sur l'opération du Partenariat stratégique entre les bassins du Danube et de la Mer Noire pour la réduction des engrais, promu par le FEM, et le projet de la Banque mondiale en Roumanie pour le contrôle de la pollution agricole, entrepris dans le cadre du partenariat. Les participants ont débattu: de l'avancement des projets pilotes; de la dilution des sources de nutriments chimiques; de la coordination entre les projets du FEM et l'aide bilatérale; et des mesures

d'encouragement de la participation des agriculteurs dans les projets de réduction des nutriments chimiques. Les participants ont entendu des exposés sur le GEM de l'Est asiatique et ses deux composantes: La mise en œuvre par le PNUD/FEM de la Stratégie de développement durable des mers relative au projet de l'Est asiatique et le Fonds d'investissement dans le partenariat pour la réduction de la pollution dans les GEM de l'Est asiatique. Le Projet de démonstration de la gestion intégrée des ressources en eaux et de l'environnement du Bassin du fleuve Hai (Chine) a été introduit. Le débat s'est concentré sur: les lents progrès régionaux réalisés relativement à l'objectif du SMDD sur l'accès à l'assainissement; la nécessité d'investissements importants; la coopération avec le secteur privé; la suppression des barrières posées à l'investissement; et la reproductibilité.

REJET DE DECHETS EN MER – UN DEFI MONDIAL A RELEVER: Cet atelier était présidé par Jennifer Winston, Etats-Unis. Les participants ont entendu des exposés sur l'Initiative internationale de Ocean Conservancy pour le nettoyage des littoraux, sur les réponses de l'Australie au problème des rejets de déchets en mer et sur les Activités contre les rejets de déchets en mer, menées dans le cadre du plan d'action pour la région du nord-ouest du Pacifique. Le débat s'est concentré sur: les approches nationales contre les approches régionales en matière de lutte contre les rejets de déchets en mer; les liens avec la gestion des déchets solides; l'amélioration de la prise de conscience; et, les mécanismes de financement de mise en application.

ETABLISSEMENT DE LA CONVENTION/PROTOCOLE DE LONDRES/PAM ET PARTENARIAT SUR LES MERS REGIONALES: Cet atelier était présidé par Ellik Adler, Programme des mers régionales du PNUE. Les participants ont entendu des exposés sur les synergies entre le PAM, les Conventions sur les mers régionales et la Convention de Londres sur la prévention de la pollution marine par l'enfouissement des déchets et autres matériaux; Etat d'avancement de la mise en application de Convention et du Protocole de Londres; Expérience de l'Afrique du sud dans la mise en œuvre de ces instruments; et les activités d'enfouissement des déchets en mer méditerranée. Les discussions ont été axées sur l'évitement de la duplication des efforts et des exigences en matière de communication des données.

INITIATIVE DE L'EAU BLANCHE ET DE L'EAU BLEUE – MODELE DE CREATION DE PARTENARIATS DANS LES GRANDES CARAIBES ET AU-DELA: Cet atelier était présidé par David Balton, Etats-Unis. Les exposés y étaient axés sur les enseignements tirés de l'Initiative de l'eau blanche et de l'eau bleue, y compris l'importance: de la mobilisation des ressources; la sensibilisation et la conscientisation; l'équilibre entre les considérations socioéconomique et écosystémiques; l'engagement de l'ensemble des parties prenantes, y compris les gouvernements et le secteur privé; la coopération entre les différents secteurs; et l'intégration des divers besoins. Les participants ont appelé à la minimisation de la bureaucratie et au soutien technique et financier.

COOPERATION EN MATIERE DE GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE: PARTENARIATS ENTRE LES PEID DU PACIFIQUE SUR LES INITIATIVES DE RECYCLAGE DES EAUX USEES: Cet atelier était présidé par Conchita Taitano, Guam Environmental Protection Agency. Il était axé sur l'Initiative régionale en faveur du recyclage, entreprise par les îles du Pacifique et qui vise à élaborer et à mettre en œuvre la gestion durable des déchets à travers, entre autres: la maximisation de la communication et des plaidoyers; la détermination du financement à travers les partenariats; la mise en place d'un portail consacré à l'information et à l'orientation; et l'implication des ONG et du secteur privé. Les participants ont examiné les possibilités d'élargir l'expérience du Pacifique à d'autres régions et d'optimiser la coopération avec les institutions des Nations Unies et des institutions régionales.

PARTENARIAT STRATEGIQUE ENTRE LE PNUE ET LE FEM SUR LE GEM MEDITERRANEEN: MISE EN APPLICATION DES ACTIONS CONVENUES POUR LA PROTECTION DES RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES DE LA MER MEDITERRANEE ET DE SES ZONES COTIERES: Cet atelier était présidé par Paul Mifsud, Plan d'action méditerranéen. Les présentateurs ont décrit le partenariat et les deux plans d'action stratégiques régionaux actuels et a expliqué que les objectifs du partenariat consistent en la protection des ressources environnementales de la Méditerranée et en l'établissement d'un fonds d'investissement. Le débat a été axé sur: la gestion fondée sur les écosystèmes; la nécessité d'un financement accru et d'institutions plus solides; la stratégie de reproductibilité des projets; et, l'implication de la société civile, en particulier, le secteur privé.

MISE EN ŒUVRE DU PAM PAR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX: PARTENARIATS DANS LA GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES ET MARINES: Cet atelier était présidé par Adrian Ross, Programme régional pour les

partenariats dans la gestion environnementale des mers de l'Est asiatique (PEMSEA). Les exposés ont porté sur le rôle des gouvernements locaux dans l'élaboration et la reproductibilité de la GIL, avec pour exemples, la Batangas Bay, les Philippines, le Danang, le Vietnam et la province chinoise de Xiamen. Le débat s'est concentré sur: la nécessité d'appliquer le modèle des PEMSEA; la création des capacités; les approches fondées sur la loi du marché contre la durabilité dans la région; et l'implication des parties prenantes dans la mise en œuvre de la GIL.

EAUX USEES MUNICIPALES ET ASSAINISSEMENT: Cet atelier était présidé par Zhenshang Zhang, ONU-Habitat. Les participants y ont entendu des exposés sur: les activités du partenariat actuel des Nations Unies sur l'assainissement et les eaux usées; la lutte contre la pauvreté à travers la gestion des eaux usées et les activités de réhabilitation du bassin de la seine; les eaux usées en tant que ressource de valeur; et l'utilisation de l'herbe "vertiver" pour la purification des eaux usées et le contrôle de l'érosion en Tanzanie. Le débat s'est concentré sur: la formation technique des gestionnaires des eaux usées municipales; les mesures locales de contrôle de l'enfouissement des eaux usées en Tanzanie; la conscientisation du public; et le problème grandissant des eaux usées dans le monde.

FORMATION OCEANOGRAPHIQUE: LES SYNERGIES EN MATIERE DE CREATION DES CAPACITES A TRAVERS UNE COLLABORATION PLURIPARTITE: Cet atelier était présidé par Vladimir Golitsyn, Division des Nations Unies des affaires maritimes et le droit de la mer (DNUAMDM). Les participants ont entendu des exposés sur les activités de formation des membres d'un nouveau partenariat englobant la DNUAMDM, l'UNESCO-IHE, l'Institute for Water Education, l'International Ocean Institute, l'International Waters Learn Mission du FEM, le Forum Mondial sur les Océans, les littoraux et les îles et, le Service train-côte-mer du PAM. Le débat s'est focalisé sur: les mécanismes fonctionnels du partenariat; le traitement des besoins des pays en matière de formation et la disponibilité des matériels; la collaboration avec les universités locales pour la certification des cours sur les crédits; et, la participation dans le partenariat.

AVANCEMENT DES CIBLES DU PMCEJ RELATIVES A LA GESTION DES ECOSYSTEMES ET A LA GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES ET DES OCEANS A TRAVERS LE PAM: COMMUNICATION DES DONNEES MONDIALES ET ETUDES DE CAS: Cet atelier était présidé par Biliانا Cicin-Sain, Forum mondial sur les océans, les littoraux et les îles. Les participants ont entendu des exposés sur les défis posés à la mise en œuvre de la gestion des écosystèmes, l'édification sur les 16 projets régionaux des GEM, l'avancement de la gestion des eaux douces et des océans dans les PEID, la coopération sud-sud et la relève du défi de la connexion de la problématique des eaux douces à la gestion des océans. Le débat s'est concentré sur la nécessité: de suivre les progrès accomplis dans la poursuite des cibles du SMDD et des OMD relatifs à la gestion des écosystèmes et des océans; d'aider les pays à établir des liens entre les divers programmes touchant aux milieux marins et d'eau douce; et de répondre aux besoins des PEID en matière de création des capacités.

MISE EN ŒUVRE NATIONALE DES PROTOCOLES RELATIFS A LA POLLUTION DUE AUX ACTIVITES TERRESTRES DANS LE CADRE DES PARTENARIATS AVEC LES CONVENTIONS ET LES PLANS D'ACTION SUR LES MERS REGIONALES: Cet atelier était coprésidé par Rejoice Mabudafhasi, Afrique du Sud, et Abubakar Rajabu, Tanzanie. Les participants ont entendu des exposés sur les protocoles mondiaux relatifs à la pollution due aux activités terrestres (PAT), l'expérience méditerranéenne dans le domaine de la mise en application du protocole relatif à la PAT, la mise en œuvre du PAM par la Commission d'Helsinki, et l'élaboration du protocole relatif à la PAT pour la région des Caraïbes.

DANS LES COULOIRS

Mardi nuit, des signes positifs sont sortis de la salle où les rédacteurs de la Déclaration de Pékin étaient en train de travailler dur sous la houlette de leur président mexicain. Apparemment, des progrès ont été réalisés dans la finalisation d'un texte qui serait acceptable aux ministres et qui serait prêt à temps pour leur arrivée, jeudi. Le groupe a semblé être d'accord sur les questions touchant directement au thème de la RIG-2 sur le PAM, à travers, bien que, comme beaucoup s'y attendaient, les positions soient restées polarisées sur la mention des changements climatiques. S'agissant des autres points qui restent à résoudre, comme celui de l'application de l'approche écosystémique, d'aucuns espèrent qu'il sera question là davantage de trouver des formulations appropriées, que de remettre en cause les principes.